La campagne BDS pour les droits des palestiniens n'a cessé de croître en 2016 – Bilan

Dans le numéro du 23 décembre 2016 de Goosch.lu, nous avons expliqué diverses mesures atteignant à la liberté d'expression de nombreux militants et sympathisants de la campagne BDS (Boycott-Désinvestissement- Sanctions), suite à l'extension et à l'impact croissant de celle-ci. Plus particulièrement, nous avons mis en évidence la priorité que l'État d'Israël accorde depuis quelques années à une campagne qu'il dénigrait jusque là, mais qu'il considère désormais comme une «menace stratégique», selon les termes mêmes de ses plus hauts responsables.

Dans la présente contribution, il s'agit de faire partager aux lecteurs les nombreuses et diverses formes d'impact du mouvement dans le monde au cours de l'année 2016 [1], suite au bilan que vient d'en opérer le BNC, le Palestinian BDS National Committee. Ce récapitulatif est loin d'être complet. Il reflète bien, cependant, l'évolution globale du mouvement et les tournants en cours. Il reflète surtout son caractère irréversible, car les dizaines de millions d'euros consacrés à sa répression par l'État d'Israël et les dizaines de milliers de personnes mobilisées par Israël pour l'y aider, n'ont pas réussi à arrêter sa croissance. Bien au contraire.

Récapitulatif de l'impact

2016, une année marquante pour le BDS …

Les Palestiniens et les défenseurs de la liberté, de la

justice et de l'égalité pour les Palestiniens se souviendront de cette année 2016, entre autres comme de l'année où Israël aura mené, contre le mouvement BDS mondial lancé par les Palestiniens pour leurs droits déjà en 2005, une guerre sans merci [2] , dans une tentative désespérée pour l'écraser.
Mais on se souviendra également de 2016 comme de l'année d'un échec spectaculaire d'Israël, alors que BDS n'a cessé de s'étendre et que son impact sur le régime israélien d'occupation, de colonialisme par le peuplement et d'apartheid s'intensifiait.
En 2016, Israël a déployé d'énormes actifs financiers, un espionnage intensif, une propagande bien huilée, du cyber «sabotage» et, avec encore plus d'intensité, une guerre juridique contre les défenseurs des droits de l'Homme et les réseaux BDS.

… malgré la guerre médiatique, politique et juridique menée par Israël à son encontre

Très contrarié par l'extension de BDS en Occident, en Amérique latine, dans le monde arabe, en Afrique du Sud et dans une partie de l'Asie, Israël a espéré mettre à profit son énorme influence sur le Congrès et les parlements des États-Unis, ainsi que sur les gouvernements de la France, du Royaume Uni et du Canada entre autres, pour interdire BDS. Israël a essayé de stigmatiser, de diaboliser et, dans certains cas, de délégitimer BDS par le haut, après avoir échoué à écraser le mouvement au niveau de la population et de la société civile mondiales. Or, tout au long de cette année, BDS est devenu de plus en plus fort.

D'importantes multinationales…

… dont Orange [3] et CRH [4], ont abandonné leur implication dans des projets israéliens qui empiètent sur les droits des Palestiniens. Cet abandon a suivi la sortie de Veolia [5] d'Israël en 2015, après que cette société avait perdu des offres de milliards de dollars à cause des sept ans de

campagne BDS.
Également cette année, des dizaines de conseils municipaux, principalement en Espagne, se sont déclarés «Zones Libres d'Apartheid» [6], et d'importantes Églises des États-Unis ont retiré leurs investissements des banques israéliennes ou de sociétés internationales qui soutiennent l'occupation.
BDS a par ailleurs renforcé ses coalitions intersectorielles avec, entre autres, les mouvements pour la justice raciale, économique, de genre et climatique à travers le monde.

BDS a gagné du soutien légal et politique

Une victoire exceptionnellement remarquable pour le mouvement BDS en 2016 fut qu'il a gagné du soutien pour le droit de boycotter Israël, en soutien aux droits des Palestiniens selon le droit international, de la part de l'Union Européenne, du gouvernement de la Suède, des Pays Bas et d'Irlande, ainsi que d'Amnesty International, de l'Union Américaine pour les Libertés Civiques, de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme et de centaines de partis politiques, de syndicats et de mouvements sociaux du monde entier.

L'UE reconnaît le «droit au BDS»!

L'importance de la clarification de la Haute représentante de l'UE (déjà mentionnée en décembre dernier) n'a échappé à personne. En réponse à une question de la députée Martina Anderson pour savoir si la Commission de l'UE s'engagera à défendre le droit des militants BDS à exercer leur liberté démocratique d'expression, la Haute représentante de l'UE a répondu:

> *„L'UE se situe fermement dans le soutien à la liberté d'expression et d'association conformément à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, qui s'applique sur le territoire des États membres de l'UE, y compris en ce qui concerne les actions BDS menées sur ce territoire".*

Madame Mogherini a aussi affirmé que:

> *„La liberté d'expression, comme le souligne la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme, s'applique aussi aux informations ou aux idées «qui choquent ou dérangent l'État ou tout secteur de la population.“*

Les actions de la société civile via BDS accèdent à une logique de pression internationale

La logique d'«apaisement» du régime israélien d'oppression a commencé à céder la place à une logique de pression internationale soutenue, qui a prouvé son efficacité dans le combat pour mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud. Le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, par exemple, a adopté, dans sa réunion du mois de mars 2016, la décision de créer une base de données de toutes les sociétés israéliennes et internationales qui sont complices et profitent du régime israélien d'occupation. Ce remarquable développement a rendu nerveuses de nombreuses sociétés impliquées dans les graves violations du droit international par Israël.

La résolution 2334 du Conseil de Sécurité de l'ONU, datée du 23 décembre 2016, dénonçant la construction et l'extension des colonies israéliennes de peuplement, a mis un comble à l'énervement des Israéliens, Barack Obama profitant de sa fin de mandat pour ne pas utiliser son droit de véto. L'arrivée de Trump à la Maison Blanche risque, certes, d'annoncer de nouveaux moments difficiles pour les Palestiniens et les organisations qui les soutiennent dans leur lutte légitime. Il n'en reste pas moins que des pas décisifs nous semblent avoir été franchis. Nous y reviendrons en fin d'article.

La liste ci-dessous résume quelques-uns des indicateurs les plus significatifs de l'impact, direct et indirect, de BDS

dans différents domaines. Nous les présentons ci-dessous, non dans l'ordre chronologique – qui relève de la logique de rapport annuel du BNC – mais dans un classement par thème ou domaine.

Domaines et thèmes des campagnes menées

À l'encontre de multinationales

– Orange laisse tomber son affiliation à Israël après une intense campagne BDS en Égypte et en France.
– La société irlandaise CRH devient la dernière multinationale à quitter Israël.
– La société de sécurité G4S perd un important contrat en Colombie.
– G4S annonce des plans de sortie du marché israélien, mais la campagne BDS contre lui continue.

De la part d'États, de municipalités, de provinces

– La Suède devient le premier Etat européen à reconnaître le droit au BDS contre Israël.
– Les gouvernements néerlandais et irlandais défendent le droit au boycott d'Israël au nom de la liberté de parole et de la liberté d'association.
– Le Parlement d'Ontario (Canada) rejette une loi anti BDS.
– L'institution Publique du Koweït pour la Sécurité Sociale (PIFSS) se désinvestit de G4S.
– En Espagne, la province de Cordoue se déclare Zone Libre d'Apartheid Israélien et approuve la coopération avec le mouvement BDS.
– La province brésilienne de Bahia annule son accord de coopération avec la compagnie des Eaux Mekorot de l'Israël d'apartheid.
– Le Conseil municipal de Bondy, près de Paris, adopte très largement un boycott des produits des colonies israéliennes.

De la part d'organisations internationales

– Le Conseil Palestinien des Organisations de Droits de l'Homme (PHROC) défend le droit de pratiquer le BDS contre Israël, parce que protégé par la législation internationale.
– L'UNICEF en Jordanie met fin à son contrat avec G4S.
– L'UNOPS devient la troisième agence de l'ONU à abandonner G4S.

De la part de grandes organisations de la société civile, de partis, de syndicats

– Les organisations, centres et associations de femmes palestiniennes appellent les femmes et les féministes du monde entier, ainsi que les organisations et collectifs de femmes, à souscrire à l'Appel BDS.
– Amnesty International soutient le droit des défenseurs des droits fondamentaux des Palestiniens engagés dans BDS, condamnant les menaces d'atteintes physiques et de privation des droits fondamentaux portées contre eux par Israël.
– Les partis néerlandais D66 et Gauche Verte appellent à des sanctions contre Israël.
– La campagne BDS marocaine convainc des dizaines de commerçants de boycotter les dattes israéliennes.
– Les plus gros syndicats britanniques exhortent G4S à cesser de profiter de l'occupation israélienne
– Le Secrétariat aux droits de l'Homme de la Fédération Uruguayenne des Travailleurs du Commerce et des Services appelle au boycott des produits israéliens et demande aux entreprises d'Uruguay de couper leurs liens avec l'apartheid israélien.
– La Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) soutient le droit au BDS.
– 356 organisations européennes de défense des droits de l'Homme, des églises, des syndicats et des partis politiques appellent l'UE à soutenir leur droit au boycott.
– Une large coalition de groupes de défense des droits civiques, des droits de l'Homme et de solidarité avec la Palestine aux États Unis, dont l'Union Américaine pour les

Libertés Civiques (ACLU), soutient le droit au BDS en tant que forme de liberté d'expression protégée par la constitution.
– Le Centre Sud-africain pour l'Etude de la Violence et la Réconciliation retire sa participation à une conférence en Israël sur les études de génocide.
– L'Internationale Socialiste, une coalition majeure des partis socialistes de plus de 100 pays, reconnaît BDS comme stratégie efficace pour combattre l'occupation israélienne et le déni des droits des Palestiniens.
– Des militants soutenus par les principales associations de défense des droits civiques empêchent une législation anti BDS de passer au sénat de l'État du Massachusetts.

De la part d'Églises

– L'Église Méthodiste Unie se désinvestit des banques israéliennes qui financent l'occupation.
– L'alliance des Baptistes (USA) se désinvestit des sociétés qui profitent de l'occupation israélienne.
– La Conférence Catholique des Supérieurs Majeurs des Instituts Masculins des États Unis appelle au boycott des colonies israéliennes illégales.
– L'Église Congrégationaliste Unitaire d'Afrique du Sud (UCCSA) adopte BDS.
– L'assemblée de l'Église presbytérienne des USA vote l'étude de l'appel au BDS et s'engage, avec ses auteurs, à faire appel au gouvernement américain pour qu'il reconsidère son aide militaire à Israël.

De la part d'universités, d'universitaires, de campus

– Des centaines d'universitaires du Brésil et d'Italie rejoignent le boycott académique d'Israël.
– Le Syndicat du Collège de l'Université de Londres vote le soutien à BDS.
– Des dizaines d'universitaires de l'université Columbia (NewYork) appellent au désinvestissement du système israélien d'assujettissement.

– Les étudiants de la faculté de Droit de l'université du Chili votent très majoritairement pour BDS.
– La semaine Israël Apartheid de 2016 a été la plus importante jusqu'alors, des groupes de plus de 225 villes et campus universitaires ayant enregistré leur participation. Le développement de la semaine Israël Apartheid dans des pays d'Amérique Latine et dans le monde arabe est particulièrement stimulant.
– L'Union des étudiants de troisième cycle de l'Université de New York, qui fait partie de la section locale 2110 du syndicat UAW, rejoint BDS par un vote largement majoritaire.
– L'Association des Assistants d'Enseignement (section locale TAA/AFT 3220) de l'université du Wisconsin à Madison, le plus ancien syndicat d'étudiants de second cycle des États Unis, se prononce par un vote écrasant pour le désinvestissement des institutions étatiques.
– Des milliers d'universitaires et d'intellectuels arabes de la région du Golfe condamnent la normalisation avec le régime israélien d'oppression et souscrivent au boycott académique et culturel à son encontre.
– L'Assemblée Générale Universaliste Unitarienne a endossé le désinvestissement des sociétés israéliennes complices de l'apartheid israélien et des corporations internationales complices des violations des droits des Palestiniens.
– L'Union des étudiants d'une université canadienne d'Halifax vote la vente de ses investissements dans des sociétés soutenant les violations des droits de l'Homme par Israël, dont Toyota, Caterpillar, Teva et General Mills.

De la part et auprès d'acteurs culturels et sportifs

– BDS va jusqu'aux Oscars, demandant aux nommés de renoncer au voyage de propagande en Israël.
– Le géant du sport Reebok annule un modèle de baskets célébrant «l'indépendance» d'Israël.
– Le festival de la Semaine des écrivains de Listowel en Irlande rejette la demande de financement de l'ambassade

d’Israël à Dublin.
– Pharrell Williams, dix fois lauréat des Grammy Awards, annule son concert à Tel Aviv sans explication.

Et au Luxembourg ?

Au Luxembourg, depuis 2015 jusqu’à au moins 2017 sinon 2018, plusieurs dossiers-clés sont au travail, qui relèvent des diverses dimensions du BDS, tant au niveau de l’information du grand public que de l’interpellation des autorités du pays:

1. L’étiquetage correct des produits israéliens fabriqués illégalement dans les colonies israéliennes et exportés en Europe et, à terme, l’interdiction d’importer ces produits en Europe

L’étiquetage correct des produits israéliens fabriqués illégalement dans les colonies israéliennes et exportés dans l’UE – donc au Luxembourg – sous une étiquette mensongère: «Made in Israël». Il s’agit d’amener le Gouvernement du pays à mettre en œuvre la Communication interprétative relative à l’indication de l’origine des marchandises issues des territoires occupés par Israël depuis juin 1967 (2015/C 375/05). Plusieurs pays de l’UE ont déjà produit les directives nationales devant mettre en pratique cette directive européenne : la Belgique, il y a deux ans – mais peu d’applications apparentes -, mais aussi la France, récemment, avec de premières applications.
Mais ces directives ne répondent qu’à une partie du problème: celui de l’information correcte aux consommateurs, d’une part, celui de refuser l’exemption des taxes douanières sur ces produits à leur entrée dans l’Europe. En fait, ces produits étant créés dans des conditions illégales selon le droit international, c’est leur entrée dans l’UE qui devrait être interdite, sous peine de complicité avec les pratiques israéliennes de colonisation. D’où un nouveau volet pour la

campagne «B» du BDS.

2. Au niveau de l'Université du Luxembourg, deux dossiers sont apparus douteux et sont en voie de discussion:

a. Les coopérations de l'Université du Luxembourg avec des Universités israéliennes directement ou indirectement impliquées dans les politiques d'occupation et de colonisation de la Palestine ou complices de celles-ci.
b. La participation de l'Université et de l'aéroport du Luxembourg à un projet de recherche intitulé *Flysec*, dans le cadre du programme UE de recherches, *Horizon 2020*, à côté de et avec la société *Elbit Systems*, le plus gros producteur et commerçant israélien d'armes.

3. L'accueil au Luxembourg, avec tous les avantages liés à cette présence, de la société Elbit Systems elle-même, impliquée directement dans les politiques d'occupation, de colonisation, de guerres contre Gaza …

Les questions que pose ce type d' «accueil» sont remontées à la surface à l'occasion de la visite du 1er Ministre, Xavier Bettel, en Israël, en septembre 2016. Ces questions rebondissent en de nouvelles questions, complémentaires: avec quelles entreprises israéliennes est-il cohérent ou non cohérent de travailler? Quels critères utiliser? Quels moyens se donner pour ne pas devenir complices de pratiques et de politiques condamnées par le Droit international? Ces questions et leurs contextes ont été présentés une première fois au Ministère du Commerce extérieur.

4. L'éventuelle complicité de banques luxembourgeoises avec l'occupant israélien dans la «chasse aux sorcières» contre des promoteurs de la campagne BDS et … plus simplement, des Droits de l'homme en Israël-Palestine.

Au Luxembourg, se sont présentés antérieurement des cas d'institutions bancaires interdisant des transactions financières, des versements de dons ou de soutiens

d’associations du Luxembourg à des associations de certains pays du Tiers-Monde, ou fermant carrément les comptes bancaires desdites associations. Serions-nous confrontés aux mêmes dérives de certaines banques qui refusent aujourd’hui de faire suivre des fonds à des organisations palestiniennes des Droits de l’homme, sous prétexte que ces associations seraient sur des «listes rouges»? Quelles «listes rouges»? Gérées par qui, avec quels pouvoirs, au nom de quoi et de qui? Sur base de quelles sources? Les banques sont plutôt sourdes à ce genre de questions, et renvoient à d’autres instances, qui renvoient à d’autres instances … Malgré cela, les évidences commencent à paraître concernant le recours à des sources plus que douteuses et très peu objectives en ces matières.

Il y a du pain sur la planche, au Luxembourg !

La liste et la variété des actions BDS menées de par le monde en 2016, ainsi que les dossiers en cours au Luxembourg nous suggèrent assez clairement qu’ «il y a du pain sur la planche» au petit Grand-Duché. Et que le Luxembourg, pas plus que d’autres pays, n’est «au-dessus de tout soupçon». Si diverses instances montrent une volonté réelle de cohérence des politiques et qu’avec le Cercle des ONG tout un chantier de plus grande cohérence s’est ouvert il y a quelques années, il n’en reste pas moins que plusieurs dossiers épineux et difficiles sont arrivés sur diverses tables et seront mis au travail avec toute la rigueur nécessaire dans les mois qui viennent.

Grâce aux colonnes que Goosch.lu a bien voulu nous ouvrir, nous vous tiendrons donc au courant de l’évolution de ces dossiers. Qui plus est, toute campagne BDS est un travail collectif pouvant impliquer beaucoup de monde, à commencer par les militants de partis politiques et de syndicats engagés positivement en vue d’une réponse juste aux Droits du peuple

palestinien. Oui, le «moment sud-africain» de la campagne BDS en faveur de la Palestine et d'une paix juste au Proche-Orient semble approcher. Il est temps. Il est grand temps!

[1] L'essentiel de cet article reprend, complète et restructure le récapitulatif annuel réalisé et publié à Londres le 28 novembre 2016 par le BNC (le Palestinian BDS National Committee) et traduit en français pour et par l'Aurdip (Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine). Les positions explicites ou implicites présentes ici n'engagent que leur auteur.
[2] Sur cette guerre, voir Lien. Nous y reviendrons en détail dans une contribution ultérieure.
[3] Pour Orange, voir Lien
[4] Pour la CRH (Cement Roadstone Holdings –), compagnie irlandaise de matériaux de construction, mais aussi la plus grosse entreprise de l'Irlande.
[5] Veolia est une multinationale présente sur les cinq continents avec 174 000 salariés, qui assure la gestion de l'eau, la gestion des déchets, et la gestion énergétique.
[6] Les textes apparaissant en bleu souligné indiquent des liens internet vers les sites où des informations précises peuvent être trouvées si, à la lecture sur l'ordinateur, le lecteur clique sur la artie du texte soulignée.